



20.075

Covid-19-Solidarbürgschaftsgesetz

Loi sur les cautionnements solidaires liés au Covid-19

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.10.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 02.12.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 02.12.20 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 09.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.12.20 (DRINGLICHKEITSKLAUSEL - CLAUSE D'URGENCE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.12.20 (DRINGLICHKEITSKLAUSEL - CLAUSE D'URGENCE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.12.20 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 18.12.20 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

20.084

Covid-19-Gesetz. Änderung

Loi Covid-19. Modification

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 01.12.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 02.12.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 02.12.20 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 09.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.12.20 (DRINGLICHKEITSKLAUSEL - CLAUSE D'URGENCE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.12.20 (DRINGLICHKEITSKLAUSEL - CLAUSE D'URGENCE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.12.20 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 18.12.20 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Präsident (Kuprecht Alex, Präsident): Sie sind damit einverstanden, dass wir eine gemeinsame Eintretensdebatte zu den beiden Geschäften durchführen.

AB 2020 S 1160 / BO 2020 E 1160





Levrat Christian (S, FR), pour la commission: Je pense qu'effectivement, dans la mesure où l'entrée en matière n'est pas contestée, ni sur l'un ni sur l'autre objet, et qu'ils traitent de sujets voisins, il est possible d'avoir une seule discussion d'entrée en matière, même si dans le détail des mesures proposées, il s'agit de deux approches un peu distinctes.

La loi sur les cautionnements solidaires liés au Covid-19 constitue tout d'abord un regard en arrière, et ensuite, j'y viendrai, un regard en avant. D'abord, de quoi s'agit-il concrètement? Il s'agit de transférer les mécanismes prévus dans l'ordonnance de nécessité sur les cautionnements solidaires liés au Covid-19 dans le droit ordinaire. Vous vous souvenez peut-être que par voie d'urgence le Conseil fédéral a décidé que les entreprises pouvaient obtenir des prêts de la part de leur banque ou de Postfinance correspondant à 10 pour cent de leur chiffre d'affaires, et ceci jusqu'au 31 juillet 2020, l'objectif étant de garantir à ces entreprises les liquidités nécessaires pour faire face à cette première phase de la crise. 135 000 entreprises ont demandé des prêts inférieurs à 500 000 francs, pour un total de 13,9 milliards de francs. Ces prêts sont garantis à 100 pour cent par la Confédération. 1100 entreprises supplémentaires ont demandé des prêts entre 500 000 francs et 20 millions de francs pour un total de 2,6 milliards de francs. Ces prêts plus importants sont octroyés par les banques qui bénéficient d'une garantie de 85 pour cent de la part de la Confédération, au terme d'un examen concret.

Le Parlement devrait faire preuve d'une certaine réserve en modifiant la loi qui nous est soumise, parce que les 135 000 contrats dont je viens de parler reposent sur l'ordonnance et incluent les dispositions de l'ordonnance dans leur dispositif. Tant et si bien que toute modification substantielle du contenu de cette loi entraînerait une modification des 135 000 contrats, des contrats qui lient les preneurs de crédits aux banques, ou à Postfinance, des crédits qui sont cautionnés par l'une des quatre coopératives de cautionnement en Suisse et qui sont garantis auprès de ces sociétés de cautionnement par la Confédération.

Un mot sur le contexte actuel. Puisque nous menons un débat d'entrée en matière commun sur ces deux objets, il est peut-être utile de prendre un peu de distance. La Confédération a mobilisé, il faut savoir le reconnaître, des ressources extrêmement importantes pour faire face aux conséquences de la crise du Covid-19, avec l'extension et la simplification en ce qui concerne les indemnités en cas de RHT et les APG, y compris pour les personnes en position dirigeante à l'intérieur des entreprises.

La question qui reste à résoudre, de mon point de vue, dans ce contexte, est celle de la réduction des revenus de 100 à 80 pour cent pour les bénéficiaires des indemnités en cas de RHT. On peut imaginer qu'avec la durée, si ces RHT devaient durer 12 ou 18 mois, cette réduction de 20 pour cent pourrait poser des problèmes importants pour les ménages financièrement les plus fragiles. Enfin, c'est une discussion que nous allons commencer dans le cadre de la loi Covid-19, mais je ne doute pas qu'elle ne s'achèvera pas avec les décisions que notre chambre prendra cet après-midi, tant il est évident que nous serons confrontés à un besoin social, dont nous ne percevons que partiellement l'ampleur pour l'instant.

Le deuxième élément, à côté des indemnités en cas de RHT et des APG, c'est la disposition sur les cas de rigueur, à l'article 12 de la loi Covid-19, qui va faire l'objet de discussions plus approfondies, notamment sur la question de règles pour certaines branches spécifiques, le sport et la culture, qui devront également être traitées cet après-midi.

Le troisième volet, celui que nous sommes appelés à traiter dans le projet pour lequel j'ai la chance d'être le rapporteur, c'est le cautionnement des crédits accordés par les banques à des entreprises en cette période de Covid-19. Le Conseil fédéral est intervenu par un message complémentaire en nous proposant d'intégrer dans la loi sur les cautionnements solidaires liés au Covid-19 une disposition, à l'article 25a, qui l'autoriserait le cas échéant à proposer une nouvelle série de crédits Covid-19 aux entreprises. Le Conseil fédéral, tout en sollicitant cette compétence, ne montre que peu d'enthousiasme à faire usage des dispositions que nous prévoyons. L'argument essentiel pour lequel le Conseil fédéral ne veut pas ouvrir de nouveaux crédits Covid-19 est l'absence de crise de liquidité, alors que la crise du printemps nous avait vu confrontés à des crises de liquidité importantes, avec un système bancaire qui défaillait ou menaçait de défaillir, ce qui ne serait pas le cas aujourd'hui.

Là encore, à titre personnel, je ne suis pas certain que cela s'applique pour l'ensemble des branches économiques. J'ai des soucis importants pour l'industrie d'exportation, notamment pour tout le secteur des MEM. Et j'ai le sentiment que nous ne ferons pas l'économie d'une discussion sur l'ouverture de nouvelles lignes de crédit, même s'il est vrai que ces entreprises pourraient peut-être se financer – elles le font – à des taux d'intérêt qui sont infiniment supérieurs à ce qui pourrait leur être proposé si nous faisons usage de la compétence du Conseil fédéral. Puisque cet article 25a pose les bases d'une intervention ultérieure de la Confédération, nous risquons de débattre à nouveau de l'opportunité de cette intervention, avec malgré tout l'espoir que le Conseil fédéral déjoue ses pronostics négatifs quant à sa volonté d'agir et que nous nous trouvions dans trois mois



face à une situation fondamentalement plus positive.

Nous allons débattre plus concrètement, dans le projet qui nous attend, de quelques modifications ou de quelques points qui ont fait en commission l'objet de discussions.

Premièrement, il s'agit de la question des limites au versement de dividendes et de boni. Vous vous souvenez peut-être de l'annonce par Swiss du versement de boni à ses cadres dirigeants, alors que la compagnie a dû être sauvée par de l'argent public, une décision qui avait provoqué quelque scandale. Nous débattons de la durée de ces cautionnements et des taux d'intérêt. Il est prévu que ceux-ci soient fixés à 0 pour cent d'ici 2021 et puissent être réadaptés par le Conseil fédéral par la suite. Le Conseil national a souhaité fixer un taux de 0 pour cent pour l'ensemble de la durée des cautionnements. Nous y reviendrons tout à l'heure. Nous débattons également des tâches des organes de révision, des règles en cas de fusion ou de transferts d'entreprises concernées, des règles en cas de faillite, et notamment de la postposition des prêts cautionnés par rapport à d'autres positions de crédits.

J'aborde un tout dernier point. En introduction, il a beaucoup été question dans les médias d'abus ou de danger d'abus dans le cadre de ces crédits Covid-19. Au final, il y a fort à parier que nous nous trouvions avec 1 pour cent du total des crédits qui soit contesté ou faisant l'objet d'examens plus approfondis. Dans une formule dont il a le secret, le conseiller fédéral Maurer a retenu que cela signifiait quand même que sur les 135 000 crédits accordés, il y avait 133 000 entreprises qui s'étaient comportées honnêtement, et que c'est peut-être le chiffre principal qu'il convient de retenir.

Nous avons eu l'occasion de le dire au printemps déjà, mais je le répète volontiers alors que nous nous apprêtons à transformer cette ordonnance de nécessité en droit ordinaire: cette grande opération a été très réussie. Les Etats étrangers envient la Suisse pour la vigueur et la rapidité avec laquelle ces capitaux ont pu être mis à disposition des entreprises de manière extrêmement peu bureaucratique – ce qui constitue certainement une performance dans un pays où on aime les règles claires, parfois la bureaucratie excessive. J'aimerais remercier le Conseil fédéral, au nom de la commission, d'avoir abordé cette première phase avec le pragmatisme et le dynamisme nécessaire. Nous ne saurions douter que s'il était nécessaire d'agir à nouveau de manière similaire pour d'autres branches, le Conseil fédéral ferait preuve de la même énergie, même s'il s'agissait de l'industrie d'exportation plutôt que de branches intérieures.

Voilà pour l'introduction. Pour le reste je prendrai la parole lors de la discussion par article.

Bischof Pirmin (M-CEB, SO), für die Kommission: Sie ist schon rekordverdächtig, die Vorlage, die Sie vor sich haben. An sich ist es nur eine Gesetzesänderung, aber das Parlament hat das Gesetz erst am 25. September dieses Jahres beschlossen, und bereits am 18. November beantragte der Bundesrat dem Parlament wieder eine dringliche und doch grundlegende Änderung dieses eben beschlossenen

AB 2020 S 1161 / BO 2020 E 1161

Gesetzes. Die Geschwindigkeit der Gesetzgebung erkennen Sie auch daran, dass wir heute über diese Änderungen diskutieren und gestern schon die Verordnung dazu in Kraft getreten ist, genau genommen jene zum Bereich der Härtefälle. Aussergewöhnliche Zeiten, aussergewöhnliche Gesetzgebung.

Der Bundesrat beantragt uns, das Covid-19-Gesetz namentlich wegen der zweiten Corona-Welle zu ändern, punktuell, aber doch fundamental. Er beantragt die Aufstockung des Härtefallprogramms auf insgesamt 1 Milliarde Franken und dabei gleichzeitig die Erhöhung des Bundesanteils von der Hälfte auf zwei Drittel. Ferner sollen die Leistungen im Bereich der Kurzarbeit erweitert werden, insbesondere sollen auch befristet Angestellte eingeschlossen werden. Im Sportbereich sollen professionelle und semiprofessionelle Clubs neu auch mit A-Fonds-perdu-Beiträgen unterstützt werden können.

Die Gesetzgebung ist in das gesamte Covid-19-Programm, wenn ich es so nennen darf, einzuordnen. Wir haben die Kurzarbeitsentschädigung, die bisher eine wesentliche Säule der Bewältigung dieser Krise war. Dann haben wir die Covid-19-Kredite, die nicht so stark beansprucht worden sind, wie wir erwartet hatten, die aber doch eine wichtige Säule zur Liquiditätsstützung und zur Verhinderung von Entlassungen waren. Dann haben wir die Härtefallregelung, über die wir heute unter anderem sprechen. Schliesslich – oft vergessen – haben wir die Erwerbsersatzordnung, die im Bereich der Selbstständigen und Arbeitgeberähnlichen ein neues Unterstützungsprodukt schafft. Die Härtefallregelung ist eigentlich, wie es im Nationalrat gesagt wurde, eine Regelung für normale Unternehmungen, also Unternehmungen, die nicht in einem speziellen Bereich – Sport, Kultur oder andere – tätig sind.

Die Gesetzgebung steht auch ein bisschen unter dem Zeichen der Frage: Was macht eigentlich der Bund, und was machen die Kantone? In unserer ersten Gesetzgebung im September haben wir das Gewicht stark auf die Kantone gelegt – zu Recht. Dieser Grundpfeiler wird beibehalten, auch in der vorliegenden Revision,



aber es werden doch erhebliche Korrekturen zugunsten der Kantone gemacht. So wird – ich habe es gesagt – die Härtefallregelung nicht nur finanziell ausgeweitet, sondern der Anteil der Kantone wird von der Hälfte auf einen Drittel gesenkt, und das gesamte Sportprogramm, das wir heute diskutieren, geht vollständig zulasten des Bundes und nicht mehr teilweise zulasten der Kantone. Man kann darüber diskutieren, ob das richtig oder falsch ist. Herr Bundesrat Maurer hat es vorhin gesagt: Wir rechnen damit, dass in den nächsten Jahren auf die Kantone und vielleicht auf die Gemeinden eben grössere Zusatzbelastungen zukommen werden als auf den Bund selber. Schliesslich umfasst die Revision auch das Ordnungsbussenrecht, das insbesondere in den Medien stark beachtet worden ist.

Zum Vorgehen: Der Nationalrat hat diese Gesetzesänderung gestern beraten. Der Nationalrat hatte es dabei mit 24 Minderheiten zu tun. Er hat im Resultat dann 11 Abweichungen von der bundesrätlichen Botschaft beschlossen. In der Gesamtabstimmung hat der Nationalrat das Paket mit 179 zu 12 Stimmen bei 2 Enthaltungen sehr deutlich angenommen.

Ihre Kommission hat das Projekt bereits am letzten Freitag beraten. Wir sind zwar Zweirat, aber Ihre Kommission hat das Geschäft beraten, noch bevor der Erstrat es gestern beriet. Das war relativ einfach möglich, weil sehr viele Anträge unserer Schwesterkommission im Nationalrat schon vorlagen und weil wir gestern gemerkt haben, dass der Nationalrat in der Regel seiner Kommission gefolgt ist.

Ihre Kommission schlägt Ihnen nun im Wesentlichen vor, sechs Differenzen zu den nationalrätlichen Beschlüssen zu schaffen. Es liegen Ihnen heute – das sehen Sie, wenn Sie die Fahne lesen – neben den abweichenden Mehrheitsanträgen sieben Minderheitsanträge vor. Ihre Kommission hat Mitberichte Ihrer FK, SGK und WBK eingeholt.

Wenn wir in der Folge dann von diesen sechs Differenzen reden, dann sehen wir, dass sie erstens im Bereich der Spitalkosten liegen, bei der Frage: Wer bezahlt allfällige Ausfälle in der Corona-Krise? Ist es der Bund, sind es die Kantone, oder sind es subsidiär die Krankenkassen? Zweitens gibt es Differenzen im Bereich der Härtefallregelung, speziell zur Frage, ab welcher Umsatzschwelle eine Unternehmung die Berechtigung haben soll, Härtefallentschädigungen zu bekommen. Dann haben wir Differenzen im Bereich des Sportpaketes, insbesondere zur Frage: Auf welcher Einkommensbasis sollen bei den Sportverbänden Entschädigungen gewährt werden? Schliesslich haben wir eine Differenz bei der Kurzarbeitsentschädigung, spezifisch bei der Frage der Rückwirkung. Das sind die Differenzen.

Jetzt sage ich Ihnen noch, wo wir keine Differenzen haben. Erstaunlicherweise besteht bei der in der Öffentlichkeit meistdebattierten Frage keine Differenz, nämlich bei der Frage der Änderung des Ordnungsbussenrechts, bei der Frage, wie das Nichttragen einer Maske bestraft werden soll. Wir kommen dann noch darauf zurück. Beide Räte haben hier einhellig eine Lösung gefunden. Keine Differenz besteht auch bei der Frage, ob die Härtefallmittel auf 1 Milliarde aufgestockt werden sollen. Beide Seiten sind sich hier einig. Auch keine Differenz besteht mehr beim Sportpaket, bei der Grundfrage, ob der Bund diese Kosten übernehmen soll und ob es künftig A-Fonds-perdu-Beiträge sein sollen und nicht Darlehen. In diesen Bereichen liegt also schon vor unserer Beratung eine Einigung vor. Sie werden im Folgenden sehen, dass wir sieben Minderheitsanträge zu behandeln haben, sechs Differenzen und dass bis jetzt noch zwei Einzelanträge zu verschiedenen Punkten dazugekommen sind.

Das Eintreten war in der Kommission unbestritten, und ich beantrage Ihnen jetzt schon, auch auf die Vorlage einzutreten.

Rechsteiner Paul (S, SG): Es ist so, dass die ganzen Vorlagen unbestritten sind, was das Eintreten betrifft. Es ist richtig dargelegt worden: Wir sind in einer rollenden Gesetzgebung. Kaum ist etwas fertig beschlossen, muss man bereits wieder weiterschauen. Das ist aber auch der ausserordentlichen Situation geschuldet, in welcher zu hoffen ist, dass auf der gesundheitspolitischen Ebene – gemäss Epidemiengesetz ist ja hier in der besonderen Lage der Bundesrat zusammen mit den Kantonen in der Pflicht – die richtigen Entscheide getroffen werden, verbunden mit den wirtschaftspolitischen Massnahmen, für die es diese Bundesgesetze braucht. Diese werden jetzt einerseits mit dem Solidarbürgschaftsgesetz und andererseits mit der Änderung des Covid-19-Gesetzes aufgegleist.

Insgesamt meine ich, dass der schweizerische Staat in dieser Krise seine Handlungsfähigkeit beweist. Wir sind ja nicht in einer Phase, in welcher ordnungspolitisch der Neoliberalismus noch gefragt wäre, sondern es braucht einen robusten, handlungsfähigen Krisen-Keynesianismus. Der Staat muss, so wie es auch Artikel 100 der Bundesverfassung vorsieht, dafür sorgen, dass die Wirtschaft, soweit es möglich ist, weiter funktioniert, dass wir keine Massenarbeitslosigkeit bekommen, dass die gesellschaftlichen Interessen gewahrt bleiben und eine Wirtschaftskrise jetzt, so gut es möglich ist, verhindert wird. Die Programme im Bereich der Kurzarbeit, wie jetzt auch die Kreditprogramme zugunsten von Massnahmen im Bereich der EO und neu diese Härtefall-



massnahmen zugunsten der Wirtschaft, müssen ihre Wirkung entfalten. Wir müssen auch dazu bereit sein – das ist vor allem im Hinblick auf die Zukunft wichtig, und dafür wird extra im Solidarbürgschaftsgesetz eine Kompetenzbestimmung eingefügt –, wieder mit einem neuen Kreditprogramm zu beginnen, wenn es nötig wird, wenn sich wieder eine Kreditklemme für die Unternehmen abzeichnet. Es muss, wenn immer möglich, dafür gesorgt werden, dass wir keine oder so wenige Entlassungen wie möglich haben, dass insgesamt für die Menschen gesorgt wird. Ich meine, dass diese Beschlüsse, die jetzt aufgegleist sind, in die richtige Richtung weisen und beweisen, dass sowohl Bundesrat als auch Parlament auf der Höhe der Aufgabe sind.

Es gibt ein paar Punkte, die in der Detailberatung noch genau angeschaut werden müssen. Es wäre zu hoffen, dass die Problematik der Langzeitarbeitslosen gelöst wird und diese nach dem Auslaufen der ersten Programme mit dem Covid-19-Gesetz nicht ins Leere fallen, dass hier also eine so grosse Sensibilität wie bei den Sportvereinen herrscht. Das wird

AB 2020 S 1162 / BO 2020 E 1162

aber in der Detailberatung geprüft werden können, geprüft werden müssen. Insgesamt ist es ein Testfall für die Leistungsfähigkeit unserer Institutionen. Die Krise ist noch bei Weitem nicht überwunden.

In diesem Sinne meine ich, dass es hier gar nicht anders gemacht werden kann, als dass diese Massnahmen sicher so aufgegleist werden, wie sie nun mit der Ergänzung vorgesehen sind, dass wir allenfalls und nötigenfalls bereit sein müssen, schon recht schnell wieder nachzubessern, und zwar so, wie es halt auch in den letzten Monaten der Fall war. Ende September konnten wir noch nicht voraussehen, dass bereits jetzt diese Massnahmen in diesem Ausmass wieder nötig sind. Es ist zu hoffen, dass die Covid-19-Krise irgendwann in absehbarer Zeit zu Ende geht. Aber wir wissen es nicht. Es ist unsere Aufgabe, dafür zu sorgen, dass die Interessen von Wirtschaft und Gesellschaft gewahrt werden, wie es die Verfassung von uns verlangt.

Graf Maya (G, BL): Ich erlaube mir, doch noch ein paar Worte zu sagen. Ich bin der Überzeugung, dass wir uns in einer ausserordentlichen Lage befinden, obwohl wir mit unserer Gesetzgebung den ordentlichen Weg über das Parlament eingeschlagen haben. Das war nicht nur damals im September extrem wichtig, es ist auch heute sehr wichtig, wenn wir Präzisierungen und Anpassungen am Covid-19-Gesetz vornehmen.

Für unser Land gibt es im Moment nur eine Priorität: die Gesundheit der Bevölkerung zu schützen und gleichzeitig der Wirtschaft zu helfen, damit es keine Arbeitslosigkeit gibt und damit wir Konkurse verhindern können. Das ist eine einzige Priorität, und es sind nicht deren zwei! Das finde ich sehr wichtig, wenn wir heute unsere Aufgaben machen und diese Verbesserungen anbringen.

Wie Sie sich erinnern, ist es wirklich eine Premiere: Im Herbst haben wir dieses Gesetz geschaffen, und nun, zehn Wochen später, sitzen wir wieder hier und haben es vor uns auf dem Tisch. Wir wissen, die Krise ist wieder zurück. Damals dachten wir, wir würden einer zweiten Welle vielleicht entkommen. Heute wissen wir nicht, ob es nach der zweiten noch eine dritte Welle geben und wie lange uns die Covid-19-Krise fest im Griff haben wird.

Daher ist es sehr wichtig, dass wir an die wirtschaftlichen Existenzen, die Arbeitnehmenden und die Unternehmerinnen und Unternehmer denken und dass wir den Menschen und Unternehmen langfristig eine Perspektive bieten. Das werden wir heute tun, indem wir gewisse Fristen verlängern und damit Sicherheit schaffen. Was nämlich ist in einer Krise wichtig? Es ist wichtig, Sicherheit und Vertrauen zu haben. Vertrauen können sie in unsere politischen Institutionen haben. Sie können aber auch darauf vertrauen, dass wir und der Bund helfen, wenn Hilfe nötig ist – und nötig ist es eben gerade jetzt.

Ich möchte Sie daher bitten, wenn wir jetzt auf die beiden Vorlagen eintreten, dass wir dort zustimmen, wo wir Verbesserungen anbringen können, vor allem auch für viele kleine Unternehmen in unserem Land. Wir sind ein Land der Selbstständigen. Jeder vierte Arbeitsplatz – dessen musste ich mir erst gewahr werden – ist in einem Kleinunternehmen. Das ist unglaublich und macht mich auch sehr stolz. Dort müssen wir das Netz so auslegen, dass diese Krise überwunden werden kann und dass wir, sobald es wieder aufwärtsgeht, mit voller Kraft investieren können. In diesem Sinne bitte ich Sie, bei den Härtefallmassnahmen Verbesserungen anzubringen, ebenso im Ligasport, worüber wir noch reden werden. Erst wenn wir auch bei den Härtefallmassnahmen wirklich investieren und Verbesserungen anbringen, erreichen wir ein Gleichgewicht. Gleiches gilt für den Ausbau der Kurzarbeitsentschädigungen und natürlich für die Solidarbürgschaften, wo es ja keine Differenzen gibt und wir uns alle einig sind.

An dieser Stelle möchte ich noch anfügen, dass ich all jener Menschen gedenke, die erkrankt und verstorben sind, und in unserem Land sind das sehr viele. Ebenfalls gedenken möchte ich der Menschen, die in dieser Krise ihre Liebsten verloren haben. Es sind sehr viele. Das dürfen wir nie vergessen, auch bei den Beschlüssen, die wir jetzt fassen.



Maurer Ueli, Bundesrat: Wir unterbreiten Ihnen zwei dringliche Gesetzesänderungen, die beide auf der Situation im Frühjahr beruhen. Wenn wir hier kurz zurückblenden, dann sehen wir, dass der Bundesrat eigentlich ein Dreisäulenprinzip entworfen hat.

Wir haben erstens gesagt, dass wir Geld für die Sicherung der Gesundheit brauchen. In der ersten Phase ging es um Schutanzüge, um Masken usw. Jetzt haben wir das ergänzt mit Tests und mit der Sicherstellung von Impfstoffen. Da haben Sie einmal etwa 3,5 Milliarden Franken bewilligt. Hier haben wir noch genügend Kredite. Es sollte reichen. Darüber müssen wir heute nicht sprechen; finanziell ist das gesichert.

Dann ging es zweitens um die Sicherung der Kaufkraft der Bürgerinnen und Bürger, die Ausdehnung der Kurzarbeit mit Karenzzeit usw. Da haben Sie insgesamt gut 20 Milliarden Franken für die Kurzarbeit und etwas mehr als 5 Milliarden Franken für die Kurzarbeit von Selbstständigerwerbenden gesprochen. Glücklicherweise werden wir diese Kredite nicht vollständig brauchen. Bei der Kurzarbeit stehen wir irgendwo zwischen 11 und 12 Milliarden Franken, und bei der Entschädigung für Selbstständigerwerbende werden wir Ende Jahr statt bei 5,3 Milliarden Franken irgendwo bei 3 Milliarden Franken sein. Über die Kurzarbeit werden wir beim Covid-19-Gesetz noch einmal sprechen.

Drittens ging es um die Frage der Sicherstellung der Liquidität der Unternehmen. Das war vielleicht der heikelste Punkt. Wenn wir zurückblicken, sehen wir, dass der fast weltweite Lockdown zu einer Krise im Finanzsystem führte. Dollars waren im internationalen Geschäft gesucht. Der Ausschuss Finanzkrisen, den wir 2008 gegründet hatten, tagte wöchentlich im Krisenmodus "Rot", um zu beurteilen, ob die Banken in der Lage sind, die Wirtschaft mit Liquidität zu versorgen.

Wir haben die Situation als sehr kritisch beurteilt. Innerhalb von einer guten Woche haben dann die Nationalbank, die Finma, die Banken und der Bund zusammen dieses Projekt der Bürgschaften gestartet. Denn es ging darum, einen Dominoeffekt zu verhindern, der gedroht hätte, falls die Liquidität nicht mehr gesichert gewesen wäre. Das blendet man jetzt etwas aus, oder man hat das nicht so wirklich wahrgenommen. Aber die Situation war auch für Schweizer Banken und international während Tagen oder Wochen durchaus kritisch.

Dieses Bürgschaftsprogramm ist erfolgreich gestartet. Wir haben rund 135 000 Bürgschaftsverträge abgeschlossen. Sie kennen die Rahmenbedingungen. Insgesamt sind 17,4 Milliarden Franken Bürgschaften gesprochen worden. Effektiv bezogen wurden Kreditmittel in der Höhe von etwa 13 Milliarden Franken. Es könnten also immer noch Kreditmittel bezogen werden. Inzwischen wurden etwa 800 Millionen Franken zurückbezahlt. Das Projekt hat also funktioniert. Wir gehen heute, Stand Ende November, davon aus, dass wir 26 Millionen Franken abschreiben müssen. Da kommt wahrscheinlich dann noch mehr dazu. Das war dieses Bürgschaftsprogramm zur Versorgung der Wirtschaft mit Liquidität, damit kein Dominoeffekt erfolgt. Das war erfolgreich.

Jetzt kommen wir mit dem Gesetz, basierend auf der bestehenden Verordnung. Das Gesetz muss während zehn Jahren gelten. Die Notverordnung hatte diese Dauer nicht. Der Bundesrat unterbreitet Ihnen zudem mit Artikel 25a einen Zusatz, damit der Bund, falls wieder eine solche Situation eintreten sollte, eine gesetzliche Grundlage hat, um ein ähnliches oder vergleichbares Programm zu gestalten. Wir betrachten das aber in der momentanen Situation als nicht notwendig. Im Frühjahr – das muss man einfach immer wieder betonen – haben die Liquiditätsversorgung und das Kreditwesen der Banken während Wochen nicht funktioniert. Heute funktioniert das. Jede Unternehmung bekommt bei einer Bank einen Kredit zu vernünftigen Zinsen. Man spricht von maximal 4 Prozent in kritischen Situationen. Die Kreditversorgung der Wirtschaft ist also gewährleistet, und es ist nicht notwendig, ein zweites Programm aufzulegen. Aber wir schaffen hier die Grundvoraussetzungen, damit wir nicht wieder mit Notrecht agieren müssen, sondern eine gesetzliche Basis haben. Das ist diese dringliche Gesetzesänderung, die wir Ihnen jetzt noch beantragen. Damit hätten wir eigentlich diesen Bereich der Liquiditätsversorgung im Gesetz geregelt.

AB 2020 S 1163 / BO 2020 E 1163

Wichtig ist bei diesem Gesetz, dass wir uns möglichst an die Vorgaben der Verordnung halten. Es wurden 135 000 Verträge abgeschlossen. Da hat jeder für fünf Jahre und für eine mögliche Zinsänderung unterschrieben. Wenn Sie das ändern – der Nationalrat hat das teilweise gemacht, wir werden darauf zu sprechen kommen –, machen Sie eigentlich 135 000 Verträge zu Makulatur, ohne die betroffenen Bürgschaftsnehmer und Bürgschaftsgeber zu fragen. Ich glaube, das sollte man nicht machen. Man sollte sich bei der Umsetzung der Verordnung möglichst an die damaligen Bedingungen halten, und die sind halt damals im April entstanden. Hinzu kommt der Zusatz, damit wir die Möglichkeit haben, das wieder zu machen. Das ist dieses Bürgschaftsgesetz: Umsetzung der Verordnung und Schaffung der Möglichkeit, dass wir das wieder machen können.

Jetzt komme ich zum Covid-19-Gesetz. Im Frühjahr hatten wir das Massengeschäft. Da ging es darum, möglichst schnell Liquidität zu geben. Wir hatten keine Zeit, das wochenlang zu studieren, sonst hätte das nicht funktioniert. Nun kommen wir vom Massengeschäft ins Einzelgeschäft oder in das Härtefallprogramm. Das ist



ein wesentlicher Unterschied. Sie haben in der Herbstsession diesen Härtefallartikel konzipiert, Artikel 12 des Covid-19-Gesetzes. Sie haben dort entschieden, dass Sie näher zu den Unternehmen gehen wollen. Grundsätzlich sollen die Kantone mitverantwortlich sein. Das nehmen wir mit der Lösung in der Härtefallverordnung auf.

Sie haben ebenfalls bestimmt, dass der Kanton die Projekte genehmigt und sich der Bund mit 50 Prozent daran beteiligt. Wir haben noch während der Session die Arbeiten mit den Kantonen aufgenommen, um diesen Gesetzesartikel in eine Verordnung zu giessen. Wir gingen zwischen den beiden Wellen davon aus, dass für die Härtefälle maximal 400 Millionen Franken genügen müssten, 200 Millionen Franken von den Kantonen, 200 vom Bund. Im Laufe dieser Arbeiten ist dann die zweite Welle angerollt. In der Diskussion haben wir festgestellt, dass 400 Millionen wahrscheinlich zu wenig sind. Wir haben das dann mit den Kantonen eruiert und sind zum Schluss gekommen, dass man zurzeit 1 Milliarde Franken zur Verfügung stellen sollte.

Damit es aber rasch funktionieren kann, haben wir gestern bereits eine Verordnung in Kraft gesetzt, die auf dem Gesetz basiert, das Sie in der Herbstsession beschlossen haben. Dieses Gesetz sieht 400 Millionen Franken bei einer 50/50-Aufteilung vor. Das ist in Kraft. Wir haben dann mit den Kantonen diskutiert und sind zum Schluss gekommen, dass wir für die zusätzlichen 600 Millionen Franken, also die Aufstockung auf 1 Milliarde, einen Schlüssel von 20/80 wählen. Das heisst, die Kantone übernehmen jetzt von diesem Programm 32 Prozent und der Bund übernimmt 68 Prozent. Das ist die Nachmeldung, die wir Ihnen zum Budget gemacht haben.

Man kann jetzt lange darüber diskutieren, ob das richtig ist oder nicht. Die Kantone tragen die Kosten für die Prüfung der Gesuche, für die ganze Behandlung und Auszahlung. Wir legen ja in der Verordnung die grossen Linien fest, die vorgeben, wann sich auch der Bund beteiligt. Wir gehen davon aus, dass ausserhalb dieser Verordnung bei den Kantonen noch sehr viele Gesuche und Fragen auftauchen werden – zu kleineren Fällen, die sie selbst irgendwo erledigen müssen, die nicht den Rahmen des Bundes betreffen. Das werden dann, vielleicht kennen Sie das auch, irgendwelche Einzelfälle sein, eine Schwimmlehrerin oder ich weiss nicht wer. Selbstverständlich ist das ernst zu nehmen. Aber es stellt sich die Frage, ob dieses Mikromanagement auf Stufe Bund richtig angesiedelt ist oder ob nicht die Kantone dafür eine spezielle Lösung treffen sollten. Denn nicht alle Probleme, die entstehen, können von der öffentlichen Hand gelöst werden. Da ist noch der Kanton, da sind die Gemeinden, da sind private Geldgeber. Es ist richtig, dass die Kantone das behandeln und dann entscheiden. Wir geben mit dem Gesetz ein Raster vor, was auf Stufe des Bundes mitfinanziert werden kann, und lassen offen, ob die Kantone daneben mit den Gemeinden in Sonderfällen eine Lösung finden, die eben nicht bis auf unsere Höhe hinaufgelangt.

Das ist die Frage dieser Härtefallverordnung mit diesem Gesetzesartikel. Wir werden ihn im Detail beraten. Wir denken, es ist eine gute Lösung. Wir schliessen aber auch nicht aus, dass wir im schlimmsten Fall bereits im März wieder mit einer Änderung kommen. Wenn diese Mittel nicht reichen, wenn etwas passiert, müssen wir noch einmal über die Bücher. Im Moment ist unklar, wie wir durch den Winter kommen. Der Bundesrat wird diese Woche darüber beraten. Aber es kann wieder eine Eskalation kommen. Vielleicht müssen Einschränkungen beschlossen werden.

Der ganze internationale Reiseverkehr und damit auch systemrelevante Hotels kommen nicht so schnell auf Touren, wie wir das gehofft haben. Der Flugverkehr ist praktisch zusammengebrochen. Im Moment weiss niemand, wann das wieder laufen wird. Es gibt nun einmal für den Tourismus systemrelevante Hotels. Wir werden diese Situation wieder beurteilen müssen. Man spricht auch nicht von der Exportindustrie. Diese hat zum Teil grosse Sorgen.

Wir sagen also, Stand heute, in Absprache mit den Kantonen: Diese Milliarde setzen wir ein. Wir werden das beurteilen. Ich hoffe, dass es genügt. Ich schliesse aber nicht aus, dass wir dann noch einmal darüber sprechen müssen, je nachdem, wie sich das Ganze entwickelt.

Das ist ein erster Teil in diesem Covid-19-Gesetz, die Härtefallregel auf Stufe der Kantone, mit einer Beteiligung, über alles gesehen, von einem Drittel aufseiten der Kantone und zwei Dritteln aufseiten des Bundes, aber auch mit der Aufforderung an die Kantone, kleinere Fälle zusammen mit den Gemeinden oder mit Privaten selbst zu lösen. Da können wir uns nicht einmischen. Das ist auch nicht unsere Aufgabe. Wir dürfen nicht Mikromanagement machen.

Ein zweiter Teil in diesem Gesetz ist die Umwandlung von Darlehen an die Sportclubs in A-Fonds-perdu-Beiträge. Sie haben 175 Millionen Franken Darlehen beschlossen. Wir beantragen Ihnen jetzt, davon 115 Millionen in A-Fonds-perdu-Beiträge umzuwandeln. Diese Überlegung beruht darauf, dass wir, wenn in den obersten Ligen gar kein Spiel mit Zuschauern gespielt werden könnte, zwei Drittel der Billettausfälle entschädigen würden. Wenn die Spiele mit Zuschauern wieder in Gang kommen, dann sinkt der Betrag. Ich hoffe jetzt schon einmal, dass wir irgendwann im Frühjahr wieder Fussballspiele sehen können. Dann könnte man den Betrag



wieder senken.

Auch hier war die Frage, ob sich die Kantone beteiligen müssen oder nicht. Wir beantragen, dass die nationalen Ligen nationale Sache sind. Die Kantone werden im Sport aber schon noch zur Kasse gebeten, denn an den meisten Orten sind sie irgendwo an den Infrastrukturen und Stadien beteiligt. Wir schliessen überall einen Härtefall aus, wenn die Beteiligung der öffentlichen Hand mehr als 10 Prozent beträgt. Also gehe ich davon aus, dass die meisten Kantone dann in Bezug auf Infrastruktur, Stadien, Regionalsport usw. noch einmal zur Kasse kommen.

Aus dieser Sicht ist es gerechtfertigt, dass der Bund einmal das abdeckt, was nationale Ligen betrifft. Dann können wir das machen, haben aber auch die Möglichkeit, den Kantonen zu sagen, dass sie den Rest lösen müssen. Das ist unsere Überlegung. Wir leisten damit auch einen Beitrag an die Lösung des gesellschaftlichen Problems, denn die Clubs sind verpflichtet, die Juniorenspiele und die Damenligen weiter zu fördern. Gerade bei den Damen haben wir sowohl im Fussball wie im Eishockey unterdessen eine recht grosse Beteiligung. Im Moment sind die Kosten nicht gedeckt. Aber wir suchen auch hier eine Lösung mit den Clubs, und das ist jetzt eigentlich so aufgegleist. Hier sagen wir also, das übernimmt der Bund, aber der Regionalsport und die Infrastruktur bleiben Sache der Kantone.

Damit verbunden ist auch eine Senkung der Löhne. Da haben wir jetzt eine pauschale Lösung. Darauf werden wir in der Detailberatung zu sprechen kommen. Ich glaube, es ist eine vernünftige Lösung. Es gibt pro Woche normalerweise 300 000 bis 400 000 Zuschauer in den Stadien. Jetzt können sie nicht in die Stadien. Es geht also nur auf den ersten Blick um diese Ligen. In Wirklichkeit geht es aber um den Juniorsport, den Jugendsport, den Damensport und auch um das gesellschaftliche Ereignis. Die Hebelwirkung ist aus unserer

AB 2020 S 1164 / BO 2020 E 1164

Sicht mit diesen 115 Millionen Franken eigentlich recht gut. Das ist das zweite Paket in diesem Covid-19-Gesetz, das Sie beraten.

Der dritte Teil ist wieder eine Ausdehnung der Kurzarbeit. Wir heben die maximale Dauer von zwei Jahren auf, und wir streichen die Karenzfrist. Auch hier kommen wir noch auf die Details zu sprechen. Wir gehen eigentlich wieder etwa dorthin, wo wir im Frühjahr waren, damit in dieser Situation die Kaufkraft gesichert werden kann. Selbstverständlich gibt es auch hier recht viele Fragen.

Der vierte Teil, auch darüber werden wir sprechen, ist die Einführung von Bussen bei Verstössen gegen das Epidemiegesetz. Das ist etwas umstritten. Wir müssen uns immer wieder überlegen, dass die Schweiz dasjenige europäische Land ist, das den Bürgern am meisten Eigenverantwortung übergibt. Es gibt nirgends so viel Öffnung, so viele Möglichkeiten. Wenn man so viele Möglichkeiten schafft, so viele Freiheiten gibt, muss man auch ein Mittel haben, um dort, wo das missbraucht wird, einzugreifen. Das ist eigentlich die Überlegung hinter der Einführung dieser Bussen. Es ist also keine Einschränkung der Freiheit, ganz im Gegenteil. Weil wir so viele Freiheiten geben, müssen auch die Grenzen aufgezeigt werden. Die Polizisten sind hilflos, wenn sie kein Mittel in der Hand haben. Das werden wir auch noch im Detail besprechen.

Also, zusammengefasst: Im Frühjahr hatten wir mit dem Covid-19-Kredit-Bürgschaftssystem ein Massengeschäft. Dieses Massengeschäft überführen wir jetzt in ein Gesetz, damit es ordentlich abgewickelt werden kann. Wir schaffen die Voraussetzung, damit wir das, wenn nötig, wieder machen könnten. Wir gehen mit dieser Härtefallverordnung in das Einzelfallgeschäft, binden die Kantone in diese Lösung ein und machen, Stand heute, ein umfassendes Paket für die nächsten Monate. Dann werden wir das wieder beurteilen müssen. Insgesamt, denke ich, ist es ein pragmatisches Weitergehen auf dem bisherigen Weg mit einer, mindestens im Vergleich, relativ starken Öffnung, mit sehr viel Verantwortung für Unternehmen, für Einzelne, für Sportclubs usw.

Ich glaube, es ist eine vernünftige Lösung, und ich bitte Sie, auf beide Vorlagen einzutreten. Ich bedanke mich auch dafür, dass die Räte so schnell bereit waren, diese dringlichen Änderungen zu behandeln. Das zeigt, dass wir, wenn Not am Mann ist, wirklich in sehr kurzer Zeit etwas Vernünftiges miteinander fertigbringen. Es ist daher wahrscheinlich auch nicht nötig, jetzt die nächsten zwanzig Jahre abzudecken. Vielmehr regeln wir einmal das, was wir etwa überblicken können, also die Zeit bis ins Frühjahr.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

